



www.fnte.cgt.fr

LIVRE BLANC



**Fédération nationale
des travailleurs de l'État**
263 rue de Paris - Case 541
93515 Montreuil Cedex
01 48 18 86 86

Un véritable séisme, économique et social ?

Depuis quelques jours, les médias se font l'écho d'un cataclysme annoncé dans le monde de la Défense, à travers la parution imminente du futur livre blanc qui pourrait être rendu public cette semaine.

Après les 54 000 suppressions d'emplois, les fermetures de sites, les externalisations réalisées depuis 4 ans dans ce qu'il convenait d'appeler le plan « SARKOZY-MORIN-JUPPE-LONGUET », le gouvernement s'apprêterait, d'après les sources médiatiques, à porter une attaque sans précédent sur l'emploi, les missions et le secteur industriel de Défense.

Bien sûr, nous pensons qu'il ne faut pas prendre toutes ces « informations » pour argent comptant. En effet, la mise en place d'une stratégie visant à annoncer des scénarios apocalyptiques à quelques jours de la publication du Livre Blanc, pour mieux faire passer dans quelques jours une version plus légère, malgré des restructurations terribles et des suppressions d'emplois massives, n'est pas à exclure.

Deux hypothèses sont présentées, baptisées Y ou Z, dont le contenu entraînerait le plus grand plan social que notre pays connaîtrait.

En effet, ce serait jusqu'à 100 000 emplois civils et militaires supprimés (50 000 dans les armées et 50 000 dans le secteur industriel) le temps de deux Lois de Programmation Militaire.

A la lecture des articles de presse, alimentés n'en doutons pas, par des sources proches du dossier, ces dizaines de milliers de suppressions d'emplois s'accompagneraient du décalage voire de la remise en cause pure et simple de multiples programmes. L'arrêt des programmes aéronautiques tels que l'A400 M, le Tigre et le NH90 ou encore la chaîne fabriquant les avions « Rafale » ou l'abandon des programmes terrestres « SCORPION » sonneraient le glas de GIAT NEXTER. L'abandon aussi d'une grande partie des programmes des frégates « FREMM » et des sous-marins nucléaires « Barracuda » aurait des conséquences dramatiques pour DCNS et ses salariés.

Il est aussi question de la « mise sous cocon », voire la vente du porte-avions Charles de Gaulle ce qui entraînerait automatiquement la « mise au garage » de plusieurs bâtiments de surface et de sous-marins.

Ajoutons à cela la perspective de fermeture d'une trentaine de sites et la mise à mort de la moitié des bases de Défense.

Au-delà des drames sociaux que de tels scénarios entraîneront, ce sont des pans entiers de notre économie qui seraient rayés de la carte.

Quel avenir pour les fonctions de soutien telles que l'habillement, la restauration, la santé mais aussi du peu de MCO restant étatique ?

Il y a fort à penser que celles-ci disparaîtraient du paysage.

Si la Loi de Programmation Militaire en cours a conduit les salariés à quitter leur emploi, leur lieu de travail et de vie pour subir des mobilités, celle à venir se traduirait, selon les deux hypothèses Y et Z, par des suppressions sèches d'emplois, c'est-à-dire des licenciements.

De telles coupes budgétaires, avec des annuités à la baisse de 1/3 passant d'un peu plus de 30 milliards à 20 milliards par an, poseraient en grand l'existence même de notre outil de Défense.

Dès lors nous pouvons poser la question : «quelle Défense pour quelle France ? » Ce n'est pas avec les seuls plans « Vigipirate » et l'armement nucléaire que nous assurerons la sécurité de notre territoire et des citoyens.

La CGT se refuse à voir apparaître et mis en œuvre ces deux hypothèses Y et Z qui vont à l'encontre des besoins sociaux et économiques de notre pays.

L'heure est à la mobilisation pour s'opposer à la casse de nos emplois, de nos missions, de nos établissements.

Les décisions budgétaires dictées par l'Europe et relayées avec une certaine ardeur par le Président HOLLANDE, chef des Armées, ne doivent pas voir le jour.

Elles feraient perdre à notre pays le peu de souveraineté et d'indépendance qu'il lui reste.

Notre pays serait plus que jamais sous l'emprise des USA par le biais de l'OTAN. Cela aurait des conséquences politiques fortes sur ce que représenterait la France sur la scène internationale.

D'autres choix sont possibles.

La CGT a combattu depuis 30 ans les attaques menées par les gouvernements successifs et ce, quelle que soit leur couleur. Il ne faut pas oublier que les changements de statut de GIAT, de DCNS sont intervenus sous des gouvernements socialistes.

Nous ne sommes donc pas à l'abri d'un tel tsunami politique, économique et social qui serait provoqué par le gouvernement en place, qui montre depuis plusieurs mois, qu'il entend plus le MEDEF et le monde de la finance que les revendications des salariés.

La CGT invite les salariés du ministère et des sociétés nationales à prendre conscience de l'attaque qui est en préparation. Cette attaque vise toutes les populations de salariés du ministère, de GIAT et DCNS. Aucun cadeau ne sera fait.

Si nous ne voulons pas perdre notre emploi, mettre nos familles dans des situations dramatiques, perdre les compétences qui font la richesse de nos établissements, nous n'avons pas d'autres choix que de nous mobiliser massivement et unitairement.

Il est indispensable d'amplifier les luttes que nous avons menées ces dernières années pour empêcher le gouvernement de concrétiser ces scénarios catastrophes.

Nous devons ensemble interpeller les décideurs politiques et les employeurs pour que notre ministère, les sociétés nationales et les industries d'armement ne subissent pas le même sort que la sidérurgie.

Chaque jour, chacune et chacun d'entre nous, quel que soit son établissement, son métier, sa catégorie, donne le maximum de lui-même pour que nos missions soient réalisées.

Chaque jour, les salariés que nous sommes voient nos conditions de vie et de travail se dégrader.

La réalité de demain risque d'être beaucoup plus sombre que celle que l'on veut nous faire accepter.

Après tous les efforts demandés quotidiennement, allons-nous être demain les premiers à payer l'addition de choix politiques et industriels dévastateurs ? Personne ne trouvera la solution dans le repli sur soi, en voulant se masquer les réalités.

Seule la force collective, dans l'unité et la détermination nous permettra de faire face aux attaques qui nous sont portées.

La CGT a toujours fait le choix de défendre les salariés autour de revendications argumentées et porteuses de progrès sociaux.

Pour s'opposer aux plans assassins menés par les différents gouvernement, la CGT propose la création d'un Pôle Public National de Défense, seul à même de garantir nos emplois, nos statuts, nos missions, de pérenniser nos établissements et leurs activités et d'éviter toute dérive visant à faire de l'armement une marchandise comme les autres.

**Défendons nos missions,
notre outil de défense, nos emplois
Agissons ensemble massivement !!!**

Montreuil, le 18 mars 2013.